

L'Europe incertaine

Dans le style chardonnais, force tranquille et force profonde, qu'il affectionnait, François Mitterrand a dit un jour que la construction européenne lui donnait le sentiment de rentrer chez lui. Ce chez-soi ne va pourtant pas de soi. L'Europe n'est ni une évidence culturelle, ni une évidence historique, ni une évidence géopolitique. Il existe sur ce point une abondante littérature philosophique, de Croce à Derrida en passant par Valéry, Husserl, Gadamer ou Patocka. Pour s'en tenir aux contemporains.

Historiquement, l'Europe est travaillée par les effets du grand schisme entre Rome, Byzance, écartelée entre Orient et Occident. L'espace européen est aussi concurrencé par l'espace méditerranéen qui offre une polarité longtemps alternative. Vous comprenez que, pour des raisons biographiques, mon centre de gravité géoculturel se situe davantage du côté de Grenade et de ce que l'on appelait les Andalousies, que du côté de Nevers ou de Bruxelles. En tout cas, je ne me sens pas moins chez moi à Oran ou Istanbul qu'à Oslo ou à Stockholm. Ceci pour rappeler simplement que si l'Europe peut être un devenir commun, ce n'est en rien une seconde nature, un destin, ou un mythe originel partagé.

L'idée européenne a donc une histoire. Elle est scandée d'événements. Sa possibilité surgit dans des déchirures historiques. En ce qui concerne la modernité inaugurée par la Révolution française, elle apparaît comme le moyen terme géopolitique possible entre l'universalité proclamée des droits de l'homme et la particularité cristallisée de l'État-nation. Ainsi, à pro-

pos du printemps des peuples de 1848, Benedetto Croce peut-il écrire qu'un « même bon génie agitait alors la masse européenne » et que ce fut « un des moments où l'unité de l'Europe saute aux yeux ». Cette unité en devenir émerge donc dans des moments de crise et de convulsion où elle se laisse entrevoir.

L'idée d'une Europe historique et politique s'est bien évidemment imposée au lendemain de la Première Guerre mondiale comme le moyen de conjurer la répétition du désastre. Il faut cependant préciser aussitôt qu'elle est d'emblée l'objet d'énoncés concurrents et opposés. Il ne s'agit pas d'une Europe sans adjectifs, d'une Europe sans phrases ni qualités, de projets d'Europe rivaux.

« Partout où l'Esprit européen domine, on voit apparaître le maximum de besoins, le maximum de travail, le maximum de capital, le maximum de rendement, le maximum d'ambition, le maximum de puissance, le maximum de modifications de la nature extérieure, le maximum de relations et d'échanges. Cet ensemble de maxima est Europe, ou image de l'Europe. » Cette caractérisation d'une Europe bourgeoise et prédatrice n'est pas d'un bolchevique au couteau entre les dents, mais de ce bon monsieur Paul Valéry. L'Europe-puissance dont on s'est gargarisé ces derniers temps est toujours cette Europe, marchande, conquérante, animée par l'esprit du Capital, esprit d'une époque sans esprit. C'est toujours un moignon, une portion occidentale et impériale de l'Europe. Et Derrida rappelle fort à propos que le « Grand Européen » dont parlait Valéry est originellement un « hypercolonialiste euro-péo-capitaliste ».

Face à cette Europe, le mouvement ouvrier renaissant avança le mot d'ordre d'États-Unis socialistes d'Europe, adopté au début des années vingt par les premiers congrès de l'Inter-

nationale communiste. Il est significatif qu'il ait été abandonné en 1928 par le VI^e congrès : sacrifié à la célébration désormais victorieuse du « socialisme dans un seul pays ». Ce faisant, le mouvement ouvrier révolutionnaire a durablement abandonné le combat pour l'Europe aux mains des dominants. Nous n'avons pas fini de payer le prix de cette démission.

Telle qu'elle a commencé à se bâtir au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, l'Europe s'est vu attribuer une fonction géostratégique (la nouvelle frontière de l'Occident pour contenir le péril rouge de l'expansion soviétique) et commerciale (un marché commun étant sensé, comme chacun sait, adoucir des mœurs qui en avaient grand besoin). Cet engrenage vertueux permettrait peut-être à terme d'aboutir à une entité politique européenne.

Dans le monde qui se dessine depuis la chute du Mur de Berlin, la réunification allemande et la dislocation de l'URSS, ce projet est pris à contre-pied. D'une part, au lieu de l'approfondissement et de la consolidation d'une Europe à douze ou à quinze, se trouve posée la question, difficilement érudable, de l'élargissement. D'autre part, la dynamique de la mondialisation est telle que la concentration et la centralisation multinationale du capital (les fusions entre entreprises européennes et américaines ou japonaises) est immédiatement concurrente à sa concentration et à sa centralisation européennes : les espaces d'intégration se chevauchent et s'imbriquent d'emblée, compliquant et hypothéquant l'unification d'une classe dominante proprement européenne.

La logique de l'Acte unique et de Maastricht, qui n'avait pas prévu le bouleversement des données géopolitiques consécutives à la chute du Mur, était donc largement caduque avant

même la ratification du traité. C'est sans doute ce qui explique que, dans *L'Unité d'un homme* (publié en 1994), Jacques Delors avoue (après coup) à propos de Maastricht : « Puisque je n'étais pas follement amoureux du traité, il m'était difficile, compte tenu de mon tempérament, de le défendre avec ardeur. » Notons seulement qu'il eut probablement suffi que Delors dise publiquement ce qu'il pensait du traité pour inverser le résultat du référendum de 1992. Vous avez dit démocratie !

Le blocage de l'Europe institutionnelle, l'anémie de l'Europe sociale, les incertitudes de l'euro ne sont que les conséquences de l'impasse d'une Europe à contretemps. Il ne s'agit pas comme on le dit trop souvent d'une panne de moteur (le fameux couple franco-allemand), mais d'une panne de projet d'autant plus spectaculaire que la social-démocratie dispose en théorie de tous les leviers au niveau des gouvernements, de la commission, et de la Banque centrale européenne. L'harmonisation fiscale a été écartée à Helsinki. Le sommet de Lisbonne a illustré la blairisation consentie d'une Europe sociale *a minima* : alors qu'on évoque depuis l'expédition dans les Balkans des critères militaires de convergence, il n'est toujours pas question de critères sociaux de convergence. La réforme institutionnelle piétine et les propositions pour la conférence intergouvernementale de Nice ne vont pas au-delà de rapiécages mineurs. Nous avons dit que Maastricht jouait contre l'Europe. Il devient de plus en plus probable, comme l'indiquent les taux d'abstention aux dernières élections européennes, que cette construction social-libérale et inégalitaire fasse prendre l'Europe en grippe dans de larges secteurs populaires.

Lorsqu'il critique la stratégie d'élargissement de l'Union et y voit une menace de dilution du projet des pères fondateurs de l'Europe

(*Le Monde*, 19 janvier 2000), Jacques Delors prend acte de cette situation. Élargissement ou approfondissement, c'est une contradiction réelle qui risque de devenir un nœud coulant au cou de l'Europe. Refuser l'élargissement à l'Est et au Sud au nom de l'approfondissement et de vagues critères géo-culturels, c'est mettre à nu la réalité d'une Europe impériale et occidentale. Élargir à vingt-cinq ou à trente, c'est diluer l'Europe-impuissance dans la dérégulation mondialisée. La seule issue concevable consisterait à consolider le noyau dur d'une Europe sociale qui, par une garantie élevée des droits sociaux, par un moratoire sur la dette du tiers-monde, par une politique généreuse de coopération et d'immigration, acquerrait une légitimité suffisante pour proposer des partenariats politiques évolutifs et des contrats d'association dans la durée.

Ce qui se dessine à défaut, c'est l'hypothèse d'une Europe nationale-libérale (une Europe des États politiquement et socialement faibles, policièrement forts) et d'une refonte libérale-corporative du rapport salarial (d'une nouvelle association capital-travail articulée autour de la flexibilité du travail, de l'actionnariat salarié, des fonds de pension et du *workfare*). Dans cette perspective, traiter le phénomène Haider par analogie avec les années trente et en appeler à l'union sacrée antifasciste est particulièrement inopérant et risque de rendre aveugle aux formes inédites et actuelles du péril.

Il convient en effet de s'inquiéter, devant la faible légitimité sociale et démocratique de cette Europe dans l'impasse, des tentations de fuite en avant. Pendant les bombardements de l'Otan dans les Balkans, André Glucksmann prophétisait : « L'Europe est née à Pristina. » Comme l'Allemagne est née à Sadowa et à Sedan ? Les guerres ont souvent, en poli-

tique, une fonction fondatrice. Mais la façon dont l'Allemagne est née d'en-haut, par la bureaucratie et par les armes, sans grande légitimité populaire, n'est pas sans rapports avec ses crises ultérieures. Une Europe mal partie qui chercherait son identité dans l'exercice de la puissance impériale couvrirait de semblables périls. Le demi-siècle de trêve relative qu'elle a connu ne doit pas faire illusion. C'est le continent au monde qui, au cours du siècle, a connu et de loin le plus fort taux de morts violentes au mètre carré.

De ce point de vue, parler comme le font couramment les médias à propos des Balkans de guerre moyenâgeuse ou de pratiques d'un autre âge relève encore de l'aveuglement. Il s'agit au contraire de guerres de notre temps, tout à fait contemporaines, d'aujourd'hui, et, hélas, de demain. De conflits susceptibles de se multiplier et de s'étendre dans une Europe de plus en plus comparable à l'Autriche-Hongrie du début du siècle, la fameuse Kakanie évoquée par Müsil au début de *L'Homme sans qualités*. Dans cet empire impotent, se développent déjà des rapports de suzeraineté, et les protectorats de Bosnie ou du Kosovo ne sont que les premières moutures des nouveaux fiefs.

Pour conjurer ces périls, il est urgent de remettre la construction européenne à l'endroit. Elle marche sur sa tête monétaire. Il faut la remettre sur ses pieds. Ce qui implique une triple priorité :

- Une priorité à l'Europe sociale : des critères sociaux de convergence (en matière d'emploi, de salaire, de protection sociale, de santé publique, d'environnement) et à une harmonisation vers le haut.

- Une priorité démocratique : en prenant au sérieux et par le bon bout le principe de subsidiarité, non de haut en bas comme la lumière divine qui descend du ciel chez Thomas d'Aquin,

mais de bas en haut par un transfert de compétences discuté et librement consenti, chaque fois que nécessaire et seulement si nécessaire, du local vers le régional, le national ou le continental.

● Enfin, une priorité à l'ouverture : l'Europe ne saurait être, dans le monde tel qu'il va, une nouvelle forteresse ou un camp retranché (tristement évoqué par les accords de Schengen), mais, selon la formule de Derrida, un cap

fendu et ouvert vers d'autres horizons et d'autres mélanges, un échelon dans une échelle mobile des espaces et des territoires.

Un nouveau projet européen, social, démocratique et internationaliste passe nécessairement par un processus constituant de dépassement des traités et très probablement, devant la paralysie et l'enlisement actuel, par des crises salutaires qu'il faut savoir assumer : quinze jours après sa victoire électorale de

juin 1997, Lionel Jospin aurait parfaitement pu se présenter à Amsterdam quinze jours plus tard, fort de sa légitimité toute fraîche, pour remettre en cause le traité et exiger de nouvelles négociations. Le monde ni l'Europe ne se seraient écroulés pour autant.

Histoire et sens de la construction européenne, colloque des 5 et 6 mai 2000, organisé à l'initiative d'Espaces-Marx, Sénat, Paris